

La première chose qui frappe lorsque l'on contemple l'état des infrastructures sur le continent africain est leur faible quantité par rapport aux besoins. **Par Frederic Baranger, Coordinateur de Recherches au sein de l'Institut Amadeus**

La situation est particulièrement détériorée dans le secteur de l'énergie. Trente pays africains subissent des perturbations dans leur alimentation électrique qui coutent à l'économie africaine entre un et deux points de croissance par an. La consommation d'énergie des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) par habitant est aujourd'hui plus du double de celle de l'Afrique.

Seule 60% de la population a accès à des sources d'eau de qualité. En quarante ans (1970-2010), les terres irriguées n'ont progressé que de quatre millions d'hectares sur le continent, un chiffre à comparer aux 25 millions d'hectares ouverts en Chine et 32 millions d'hectares en Inde.

La situation n'est guère meilleure dans les transports. L'Afrique compte une densité de routes cinq fois moindre que les BRIC. Les coûts logistiques, qu'ils soient mesurés en temps ou en dollars, sont près de deux fois plus élevés en Afrique que dans les BRIC.

En cause : une gestion publique souvent dictée par des impératifs plus politiques qu'économiques (exploitation en deçà des coûts de revient, subvention - voire gratuité - des services...), une corruption endémique, trois décennies de sous-investissement et des plans d'ajustement qui ont utilisé les infrastructures comme principale variable.

Dans un rapport de 2010, la Banque mondiale estimait que le continent devrait investir \$93 milliards par an pour rattraper son retard sur les autres économies en développement. Le continent en dépense actuellement la moitié : ce sont donc approximativement 45 milliards de dollars complémentaires qui demeurent à trouver aujourd'hui.

Disponibilité des capitaux

Le défi du financement des infrastructures africaines n'est pourtant pas insurmontable, loin de là. Dix années de croissance soutenue (le PIB de l'Afrique a crû en moyenne de 5% sur la période 2000-2008) ont créé une vraie demande pour des infrastructures efficaces sur le continent.

Non seulement le potentiel de développement des infrastructures en fait une cible d'investissement potentiellement extrêmement rentable en tant que telle mais de meilleurs services d'électricité, d'eau, de meilleures infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et de communication, pourraient véritablement libérer l'entrepreneuriat et la croissance sur le continent.

A l'échelle de planète, les capitaux existent. Les fonds de pension africains ont actuellement plus de \$450 milliards d'encours sous gestion, investis pour la plupart hors du continent. Les niveaux d'épargne progressent également en Afrique, même s'ils restent encore en deçà des niveaux observés dans les économies émergentes d'Asie. Mobiliser ces capitaux dans des investissements africains permettrait de piéger la valeur ajoutée en Afrique ; et de donner une impulsion significative au développement des échanges intra-africains.

Les rentabilités offertes dans les infrastructures africaines sont aujourd'hui en mesure d'attirer des investissements du monde entier. L'Afrique fait aujourd'hui partie de la solution aux problèmes économiques de la planète. « *Après la Chine et l'Inde, il ne reste guère que l'Afrique pour attirer les investisseurs* », estime Bobby Pittman Jr., l'énergique Vice-Président de la Banque africaine de Développement.

D'autant qu'à y regarder de plus près, les investisseurs surestiment largement les risques à investir dans les infrastructures sur le continent africain. Selon une récente étude menée par l'agence Moody's, au cours des vingt dernières années, le taux de défaut sur des prêts projets en Afrique ne dépassait guère 1%.

Pour favoriser l'investissement, les décideurs publics comme les investisseurs en reviennent toujours à deux problématiques essentielles : la qualité de l'environnement du pays et la qualité du projet lui-même.

Environnement légal et politique : l'urgence des réformes

Relever le défi du financement des infrastructures nécessitera de surmonter deux obstacles. Le premier touche au besoin de réformes institutionnelles.

Les infrastructures ont besoin d'investissements sur le long terme : pour attirer les investisseurs, les gouvernements doivent donner des garanties sur la cohérence et la durabilité de leurs politiques. A ce jour, peu d'Etats ont réussi à fournir un cadre compréhensif et lisible aux acteurs du secteur privé. Les contrats sont encore trop souvent remis en cause ou ajustés par les pouvoirs publics, affaiblissant la prévisibilité des accords conclus. La création d'agences de régulation indépendantes demeure un préalable indispensable à une meilleure intégration du secteur privé dans le développement des infrastructures.

Les pouvoirs publics manquent également d'outils pour exprimer leurs besoins, et notamment de cadres formés aux nouvelles formes de partenariats avec le secteur privé. Il n'est ainsi par rare de voir les pouvoirs publics accorder des marchés aux soumissionnaires les moins disant, sans nécessairement intégrer des facteurs tels que l'entretien, pourtant essentiel au maintien de la capacité des infrastructures.

Faciliter la remontée des projets

Second obstacle et non des moindres : venir à bout du paradoxe *d'adéquation*. Malgré des besoins énormes, il y a dans le monde beaucoup plus de capitaux disponibles que de projets bankable. Malgré leur intérêt pour les infrastructures africaines, la plupart des investisseurs ne

disposent pas aujourd'hui de véhicules d'investissement appropriés.

Le cœur du défi est aujourd'hui de permettre aux investisseurs de tirer parti des opportunités dans les infrastructures du continent. Pour faciliter l'investissement, des progrès significatifs doivent néanmoins être accomplis dans la *titrisation* des projets et la remontée de projets *bankable* vers les investisseurs doit être améliorée.

Deux axes doivent guider l'action des gouvernants en la matière : combiner les ressources de petits investisseurs afin qu'ils puissent investir dans des grands projets et mutualiser les deals afin de permettre aux grands acteurs d'investir dans des portefeuilles diversifiés. Des initiatives émergent, fût-ce de manière encore fragmentaire. On constate néanmoins une prise de conscience encourageante au niveau des gouvernants et des institutions multilatérales.

C'est le sens du projet Sokoni, une initiative conjointe de la start-up américaine Zanbato et de la Banque africaine de Développement, lancée en 2011 et visant à développer une plateforme électronique pour réunir investisseurs, entrepreneurs et gouvernements autour de projets *bankables*

. Deux ans après son lancement, Sokoni réunit plus de 600 membres actifs totalisant \$10.200 milliards d'encours sous gestion et \$18,9 milliards de projets en recherche de financements. En filigrane, cette initiative montre comment l'utilisation des nouvelles technologies au service du financement des infrastructures permet d'effectuer des progrès dans la standardisation des appels d'offres, la transparence financière et de profiter d'un marché des capitaux devenu global.

La dimension régionale doit également émerger comme un levier majeur de développement des infrastructures. Dans l'énergie, l'eau, le transport, les pays africains font aujourd'hui face à des problématiques communes qui pourraient trouver des solutions au niveau régional. L'approfondissement des marchés au travers de sous-régions intégrées aurait un effet substantiel sur l'émergence de projets *bankable*.

Au niveau régional aussi, les capacités d'organisation des Etats commencent à progresser. Initiative majeure sur le terrain des infrastructures, le PIDA (Programme for Infrastructure Development in Africa – Programme de Développement des Infrastructures pour l'Afrique) a vu le jour en 2011. L'objectif : mettre en place un plan stratégique de développement des infrastructures à l'échelle continentale jusqu'à 2040 et faire émerger des projets *bankables*

prioritaires.

Au niveau des institutions financières de développement, on observe déjà une montée en puissance des projets régionaux. Que ce soit dans les transports ou l'énergie, les projets bénéficient grandement des efforts d'intégration sous régionaux. Au sein de la Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC), la décision des ministres de l'énergie d'harmoniser les tarifs de l'énergie au niveau régional (une manière détournée de renoncer aux subventions de l'énergie) ouvre les portes à davantage d'initiative privée dans le secteur.

PIDA – L'espoir d'un continent

Mené sous la houlette de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de Développement, le PIDA vise à faire émerger les grands projets d'infrastructures régionaux prioritaires à l'échelle du continent et à les amener à la bancabilité. A ce jour, 51 projets prioritaires ont été identifiés pour un montant de \$61 milliards.

Le programme dédié aux infrastructures énergétiques du PIDA est ainsi centré sur de grands projets hydro-électriques et l'interconnexion des systèmes d'échange d'énergie afin de faire face à l'augmentation prévue de la demande. Le développement du barrage d'Inga en République démocratique du Congo et un programme de barrages hydro-électriques en Guinée sont au cœur du projet, accompagnés de vastes projets de corridors électriques pour alimenter les sous-régions. Des oléoducs et gazoducs régionaux sont également prévus.

Idem dans les transports où le programme vise à relier les grands centres de production et de consommation, à réaliser des liaisons entre les grandes villes, à définir les meilleures plates-formes portuaires et liaisons ferroviaires et à offrir aux pays enclavés un meilleur accès au commerce régional et international.